

*La Constitution*

Au printemps de 1991, j'ai envoyé un questionnaire à tous les ménages de ma circonscription d'Edmonton-Nord-Ouest, soit à 40 000 foyers représentant 80 000 électeurs. J'ai entre les mains un exemplaire de ce bulletin parlementaire intitulé *Enquête constitutionnelle—Edmonton-Nord-Ouest*. Que veulent les Albertains? Dans ce bulletin parlementaire, je fournissais quelques renseignements généraux et posait 26 questions détaillées qui étaient parfois longues.

La réaction des habitants d'Edmonton-Nord-Ouest a été exceptionnelle. En tout, 1 000 ménages ont répondu. Je voudrais remercier officiellement ces bons citoyens et leur promettre d'exprimer de mon mieux leurs opinions à la Chambre des communes. Chaque fois que j'en ai eu l'occasion, j'ai discuté des résultats de mon sondage avec mes collègues de caucus.

Mes électeurs reconnaissent que l'économie et la Constitution sont inextricablement liées. Ils comprennent que notre Constitution établit certaines règles qui nous posent des problèmes, puisqu'elles nuisent à l'économie.

Les obstacles au commerce interprovincial agacent beaucoup de gens. Les mesures visant à améliorer la structure et la situation économique reçoivent l'appui de beaucoup plus de gens que ne le laissent entendre les médias. Ils tiennent absolument à ce que le gouvernement fédéral continue de jouer un rôle de premier plan pour assurer le bien-être économique du Canada. Ils veulent qu'il continue d'élaborer des politiques qui nous aideront à relever le défi de la communauté internationale.

Mes électeurs m'ont dit que l'éducation et la formation sont des services gouvernementaux dont les Canadiens ont besoin pour avoir des emplois dans un monde concurrentiel. Ils m'ont dit à maintes occasions d'accélérer les mesures de réduction du déficit afin que les recettes fiscales puissent servir à financer ces services ou afin que le gouvernement puisse diminuer les impôts.

Mes électeurs sont très mécontents lorsqu'ils constatent que 36c. sur chaque dollar d'impôt qu'ils paient servent à payer l'intérêt sur la dette nationale. Heureusement, lorsque j'ai eu l'occasion d'expliquer la situation et de discuter des mesures que prend le gouvernement pour réduire les coûts, ils se sont dits généralement satisfaits du bon travail que fait le Parlement.

Pour résumer les thèmes centraux abordés dans les 26 questions détaillées, mes électeurs d'Edmonton-Nord-

Est veulent d'abord et avant tout un mécanisme visant à accroître la représentation régionale au sein des institutions fédérales.

C'est la réforme du Sénat qui a été mentionnée le plus souvent. Mes électeurs veulent également qu'on change le processus suivi depuis la Confédération, que ce ne soit plus les premiers ministres qui soient maîtres de notre Constitution. Comme les autres Canadiens, mes électeurs veulent participer davantage au débat public et avoir davantage voix au chapitre au moment de l'adoption des modifications constitutionnelles.

Pour eux, la forme que prendrait cette participation n'est pas un point crucial. Beaucoup de gens pensent que le référendum est le seul moyen d'exercer vraiment la démocratie. Par contre, d'autres se rendent compte qu'il y a bien des façons pour la société d'en arriver à un consensus sur les questions d'importance majeure.

Mes électeurs estiment qu'il est très important de reconnaître, dans la Constitution, le droit des autochtones à l'autonomie gouvernementale et à l'autosuffisance, de donner aux gouvernements et aux individus le pouvoir de protéger l'environnement, et d'accorder au gouvernement fédéral le pouvoir de jouer un rôle de leader dans le domaine de la politique économique tout en confiant l'administration des services à une administration locale perçue comme étant plus sensible aux besoins des gens et plus responsable envers eux.

On a soulevé certaines questions qui n'étaient pas directement liées à la Constitution, mais qui s'inscrivaient quand même dans le contexte du débat constitutionnel. Ces questions portaient surtout sur l'efficacité gouvernementale et sur le chevauchement des bureaucraties, dont on semblait particulièrement mécontent.

Mes électeurs ne sont pas en faveur d'une grande décentralisation des pouvoirs. Toutefois, ils veulent que les rôles et les responsabilités soient plus clairement définis.

En fait, lorsqu'on leur a demandé quel modèle de Constitution ils préféreraient, 72 p. 100 des répondants se sont dits en faveur du statu quo ou d'un rajustement modeste des pouvoirs entre les deux niveaux de gouvernement.

Soixante-quatre pour cent des répondants ont dit qu'ils seraient en faveur d'un rajustement des lois fiscales, par exemple que le gouvernement qui est responsable d'un service particulier soit celui qui nous taxe pour ce service. C'est un message clair que la population envoie